



ML.

- 1 -

L. 11.050/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 3 février 1970, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales", a donné le 18 mars 1970 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 3e februari 1970 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van andere wetsbepalingen", heeft de 18e maart 1970 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE.

L'exposé des motifs énonce en son alinéa 2 : "Il (le présent projet) a pour objet de modifier un certain nombre de dispositions de la loi du 10 octobre 1967, tant dans le Code judiciaire que dans les dispositions abrogatoires, modificatives et transitoires, dont la mise en vigueur n'a pas encore eu lieu jusqu'ici".

Il y a lieu d'observer, à cet égard, qu'à la date d'examen du projet par le Conseil d'Etat, certaines des dispositions précitées sont déjà en vigueur.

Article 1er.

Le terme "agglomération" qui figure dans la disposition nouvelle ne fait pas l'objet d'une définition générale ni d'une définition propre à la matière de l'organisation judiciaire.

Sous réserve de cette observation, il serait préférable, par souci de clarté, de remplacer l'alinéa 2 de l'article 62 plutôt que de compléter l'alinéa 3 de cet article.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 1er.-

L'article 62, alinéa 2, du Code judiciaire est remplacé par la disposition suivante : "La première comprend les justices de paix et les tribunaux de police :

- 1° établis au chef-lieu des provinces;
- 2° établis dans une agglomération dont fait partie un chef-lieu de province;
- 3° dont les cantons comptent au moins cinquante mille habitants".

Article 2.

Il convient d'écrire : "alinéas 1er et 2" dans le texte français et de remplacer "dudit Code" par "du même Code", selon la formule usuelle; cette dernière observation vaut également pour les liminaires suivants.

Article 3.

Il convient d'ajouter après "article 66" la précision "alinéa 1er".

Article 6.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :
"L'article 75 du même Code est remplacé par la disposition suivante : "Article 75.....".

Avec l'accord du commissaire royal, il est proposé de rédiger le texte en ces termes :

"Le tribunal d'arrondissement est présidé, pour une année judiciaire chaque fois, successivement par chacun des magistrats désignés à l'article 74".

Article 7.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :
"L'article 85 du même Code est complété par la disposition suivante : "Les juges ... ".

La disposition que l'article 7 du projet introduit dans l'article 85 du Code judiciaire a pour objet de créer au sein de chaque tribunal de commerce la fonction de doyen des juges consulaires, lequel pourra "assister et, le cas échéant, suppléer le président dans la direction du tribunal". En tant qu'elle confère au doyen des juges consulaires le pouvoir de suppléer le président, la disposition projetée se concilie mal avec l'organisation du tribunal de commerce telle qu'elle est réglée aux articles 84, 85 et 319 du Code judiciaire. En effet, suivant ces articles, lorsque le tribunal comporte plusieurs chambres, chacune d'elles est présidée par un juge, magistrat de carrière et, dans les cas déterminés par la loi établissant le cadre du personnel des cours et tribunaux, le tribunal se compose en outre d'un ou de plusieurs vice-présidents et d'un ou plusieurs juges au tribunal de commerce.

La suppléance du président, en vertu de l'article 319, appartient, dès lors, par définition aux vice-présidents ou à leur défaut aux juges au tribunal.

En conséquence, les mots "et, le cas échéant, suppléer" devraient être supprimés.

Article 8.

Plutôt que de former de l'alinéa 1er, modifié, et des alinéas 2 à 5 un § 1er de l'article 88, il est proposé d'insérer dans le Code un article 88bis. On peut craindre que le bouleversement du numérotage ne déroute le praticien et ne rende plus malaisée la consultation des travaux préparatoires du Code judiciaire. L'article 88, § 2, en projet aura d'ailleurs un objet distinct du § 1er; il y a avantage à en faire un article distinct.

Il est suggéré, en conséquence, de diviser l'article 8 en deux dispositions et d'écrire :

"Article 8.-

L'article 88, alinéa 1er, du même Code est remplacé par la disposition suivante : "Le règlement (comme le § 2 de l'article 8 du projet) ".

"Article 9.-

Un article 88bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code : "Article 88bis. Les incidents ... ".

Avec l'accord du Commissaire royal, il est proposé de rédiger comme suit cet article 88bis :

"Les incidents qui sont soulevés au sujet de la répartition des affaires civiles entre les sections, les chambres ou les juges d'un même tribunal de première instance ne constituent pas des déclinatoires de compétence.

Lorsqu'un tel incident est soulevé, avant tout autre moyen, par les parties ou lorsqu'il est soulevé d'office, à l'ouverture des débats, la section, la chambre ou le juge soumet le dossier au président du tribunal aux fins de

décider s'il y a lieu de modifier l'attribution de l'affaire. Le greffier en informe les parties qui disposent d'un délai de huit jours pour déposer un mémoire. Le président statue par ordonnance, dans les huit jours. Cette ordonnance n'est susceptible d'aucun recours, à l'exception du recours du procureur général près la Cour d'appel devant la Cour de cassation, dans les délais et suivant les modalités qui sont prévus à l'article 642, alinéas 2 et 3. Copie de l'arrêt de la Cour de cassation est envoyée par le greffier de la Cour au président du tribunal de première instance et aux parties.

La décision lie le juge auquel la demande est renvoyée, tous droits d'appréciation étant saufs sur le fond du litige".

*

* *

Il va de soi que la division de l'article 8 en deux dispositions exigera un changement de numérotage des articles suivants.

Article 9.

Il est préférable, pour des raisons de clarté et de simplicité, de remplacer entièrement l'article 156 plutôt que la majeure partie de celui-ci. Le texte suivant est proposé :

"L'article 156 du même Code est remplacé par la disposition suivante : "Article 156. Le procureur du Roi et ses substituts peuvent être assistés dans l'exercice de leurs fonctions près le tribunal de police par un ou plusieurs

commissaires de police choisis parmi les commissaires de police de l'arrondissement ou par des officiers ou agents judiciaires près les parquets, désignés par le Roi".

Article 11.

Le liminaire devrait être rédigé en ces termes :
"L'article 167 du même Code est complété par l'alinéa suivant : "Il peut y avoir ...".

Article 13.

Pour des raisons d'ordre pratique, notamment pour la facilité de la consultation des travaux préparatoires et pour l'exactitude des références faites aux articles 182, 183, 184 et 185, il s'impose de ne pas modifier le numérotage de ces articles.

Il est proposé, en conséquence, de supprimer l'article 13 du projet et d'introduire dans le Code judiciaire un article 185bis, comme il sera fait ci-après .

Article 14.

Le texte suivant est proposé :

"Un chapitre III, intitulé "Disposition commune aux chapitres Ier et II" et comprenant l'article 185bis, est inséré dans la deuxième partie, livre premier, titre IV, du même Code.

"Article 185bis. En plus des grades ...

... ".

Il est proposé de conférer au Roi et non au Ministre de la Justice le pouvoir de créer des grades de qualification particulière (alinéa 1er de la disposition nouvelle).

Article 15.

Le texte suivant est proposé :

"L'article 206 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

"Les candidats aux fonctions de juge social ou de juge consulaire qui doivent justifier ... et de deux professeurs de langue dans l'enseignement universitaire".

Article 25.

Il est proposé de remplacer l'article 517 au lieu de le compléter par un second alinéa. Les mots "pour cause de parenté ou d'alliance", qui pourraient peut-être engendrer l'équivoque, disparaîtraient dans le texte proposé. La mention du conjoint serait ajoutée.

Il est dès lors suggéré d'écrire :

" L'article 517 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

"Article 517. L'huissier de justice est tenu d'exercer son ministère toutes les fois qu'il en est requis et pour tous requérants. Il ne peut cependant instrumenter ni pour son conjoint, ni pour ses parents ou alliés en ligne directe, ni pour ceux de son conjoint, ni pour ses parents et alliés collatéraux jusqu'au quatrième degré".

Il y a lieu d'observer que ce texte ne prévoit pas le cas de l'adoption.

.../...

Article 29.

Le liminaire devrait être rédigé comme suit :

"Dans l'article 614 du même Code, les 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes : "...".

Article 37.

Le liminaire devrait être rédigé en ces termes :

"L'article 1565 du même Code est complété par l'alinéa suivant : "...".

Article 38.

De nombreux arrêtés royaux prévoient des fusions de communes. Ces fusions auront une incidence sur l'annexe au Code judiciaire, qui fixe les limites territoriales et le siège des cours et tribunaux.

Selon les renseignements donnés au Conseil d'Etat, les modifications résultant de ces fusions seront réalisées par les lois portant ratification des arrêtés de fusion précités.

Articles 41, 42 et 43.

Les modifications à l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967 devraient se suivre dans un ordre logique : d'abord l'article 4, puis l'article 28, enfin l'article 56.

.../...

Article 49.

Il convient de remplacer "le chiffre" par "le nombre".

Article 51.

Le liminaire devrait se lire :

"Un article 36ter, rédigé comme suit, est inséré dans les dispositions transitoires qui forment l'article 4 de la même loi :

"Article 36ter. Lors des ...".

Article 54.

Le texte suivant est proposé :

"Le chapitre V de la loi du 4 septembre 1908 relative à la saisie et à la surenchère sur aliénation volontaire des navires et des bateaux ainsi qu'à la compétence en matière maritime et fluviale est abrogé".

Article 55.

Le liminaire suivant est proposé :

"L'article 43, § 5, alinéa 8, de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est complété par la disposition suivante : "Les ...".

.../...

Article 56.

Le liminaire suivant est proposé :

"L'article 46, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 9 août 1963, est remplacé par la disposition suivante : "Cinq juges ... ".

Article 57.

Le texte suivant est proposé :

"L'article 51 de la même loi, modifié par la loi du 15 février 1961, est abrogé".

Article 58.

Au liminaire, les mots "de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire" devraient être remplacés par "de la même loi".

Article 59.

Le texte suivant est proposé :

"A l'article 26 de l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins, sont apportées des modifications suivantes :

- 1° les mots "en matière pénale" sont remplacés par les mots "en matière civile";
- 2° le 1° est remplacé par la disposition suivante :
"1° le délai ... ";

.../...

3° au 2°, le mot "francs" est supprimé;

4° au 3°, les mots "...".

Article 60.

Le texte suivant est proposé :

"A l'article 26 de l'arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l' Ordre des pharmaciens, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots "en matière pénale" sont remplacés par les mots "en matière civile";

2° le 1° est remplacé par la disposition suivante :....

3° au 2°, le mot "francs" est supprimé;

4° au 3°, les mots " ...".

Article 62.

Pour éviter tout hiatus, il conviendra de mettre en vigueur au plus tard à la date d'entrée en vigueur du présent projet l'article 78, § 2, de l'article 3 de la loi du 10 octobre 1967.

VOORAFGAANDE OPMERKING.

De memorie van toelichting stelt in de tweede alinea :
"Het (ontwerp) wijzigt zowel in het Gerechtelijk Wetboek als in de opheffings-, wijzigings- en overgangsmaatregelen, een aantal bepalingen van de wet van 10 oktober 1967 die nog niet in werking zijn getreden".

Opgemerkt moet worden dat sommige van die bepalingen in werking waren gesteld de dag dat de Raad van State het ontwerp heeft behandeld.

Artikel 1.

Van de term "agglomeratie", die in de nieuwe bepaling voorkomt, is geen algemene begripsomschrijving gegeven, en ook geen die speciaal op de rechterlijke organisatie betrekking heeft.

Onder voorbehoud van deze opmerking, ware het, ter wille van de duidelijkheid, beter het tweede lid van artikel 62 te vervangen in plaats van het derde lid van dat artikel aan te vullen.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 1.-

Artikel 62, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De eerste omvat de vredegerechten en de politie-rechtbanken :

1° die in de provinciehoofdstaatsen gevestigd zijn ;

.../...

- 2° die gevestigd zijn in een agglomeratie waartoe een provinciehoofdplaats behoort ;
- 3° waarvan de kantons ten minste vijftigduizend inwoners tellen".

Artikel 2.

In de Franse tekst moet worden geschreven "alinéas 1er et 2" en moeten de woorden "dudit Code" worden vervangen door "du même Code", zoals de gebruikelijke formule luidt; deze opmerking geldt ook voor de volgende inleidende volzinnen.

Artikel 3.

De verwijzing naar artikel 66 moet worden verduidelijkt door toevoeging van de woorden "eerste lid".

Artikel 6.

De inleidende volzin moet als volgt worden geredigeerd : "Artikel 75 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen : "Artikel 75 ...".

In overleg met de Koninklijke Commissaris wordt voorgesteld de Franse tekst als volgt te lezen :

"Le tribunal d'arrondissement est présidé, pour une année judiciaire chaque fois, successivement par chacun des magistrats désignés à l'article 74".

.../...

Artikel 7.

De inleidende volzin leze men als volgt :
"Artikel 85 van hetzelfde Wetboek wordt met de volgende bepaling aangevuld : "De rechters ...".

De bepaling welke artikel 7 van het ontwerp in artikel 85 van het Gerechtelijk Wetboek invoegt, heeft tot doel in elke rechtbank van koophandel het ambt van deken van de rechters in handelszaken in te stellen om de voorzitter "bij de leiding van de rechtbank" bij te staan en eventueel te vervangen. Voor zover die bepaling aan de deken van de rechters in handelszaken de bevoegdheid verleent om de voorzitter te vervangen, is zij bezwaarlijk overeen te brengen met de organisatie van de rechtbank van koophandel zoals die geregeld is in de artikelen 84, 85 en 319 van het Gerechtelijk Wetboek. Die artikelen bepalen immers dat, wanneer de rechtbank uit verscheidene kamers bestaat, iedere kamer wordt voorgezeten door een rechter, beroepsmagistraat, en dat de rechtbank, in de gevallen bepaald in de wet tot vaststelling van de personeelsformatie van hoven en rechtbanken, bovendien bestaat uit één of meer ondervoorzitters en één of meer rechters in de rechtbank van koophandel.

Krachtens artikel 319 wordt de voorzitter dus per definitie vervangen door de ondervoorzitters of, bij gebreke van dezen, door de rechters in de rechtbank.

De woorden "en eventueel vervangen" zouden dus moeten vervallen.

.../...

Artikel 8.

In plaats van het eerste lid (dat gewijzigd wordt) en de alinea's 2 tot 5 van artikel 88 te verwerken tot een § 1 van dat artikel, wordt voorgesteld in het Wetboek een artikel 88bis in te voegen. De vrees is niet ongegrond dat de vernummering de practici in de war kan brengen en de raadpleging van de parlementaire voorbereiding van het Gerechtelijk Wetboek kan bemoeilijken. Het ontworpen artikel 88, § 2, zal trouwens een ander onderwerp hebben dan § 1 ; het is geraten er een afzonderlijk artikel van te maken.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 8 in twee bepalingen te splitsen als volgt :

"Artikel 8.-

Artikel 88, eerste lid, van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen : "Het bijzonder reglement ... (zoals § 2 van artikel 8 van het ontwerp)".

"Artikel 9.-

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 88bis ingevoegd, luidend als volgt : "Artikel 88bis. Incidenten ...".

In overleg met de Koninklijke Commissaris wordt voorgesteld dit artikel 88bis als volgt te lezen :

"Incidenten in verband met de verdeling van de burgerlijke zaken onder de afdelingen, kamers of rechters van een zelfde rechtbank van eerste aanleg zijn geen excepties van onbevoegdheid.

.../...

Indien een zodanig incident door partijen vóór enig ander middel of bij de opening van de debatten ambts-halve opgeworpen wordt, legt de afdeling, de kamer of de rechter het dossier voor aan de voorzitter van de rechtbank, die oordeelt of de zaak anders moet worden toegewezen. De griffier geeft hiervan kennis aan partijen, die over acht dagen beschikken om een memorie in te dienen. De voorzitter doet, binnen acht dagen, uitspraak bij beschikking. Tegen deze beschikking staat geen middel open, buitende voorziening van de procureur-generaal bij het Hof van beroep voor het Hof van cassatie, binnen de termijnen en volgens de regelen bepaald in artikel 642, tweede en derde lid. De griffier zendt een afschrift van het arrest van het Hof van cassatie aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg en aan de partijen.

De beslissing bindt de rechter naar wie de vordering wordt verwezen, met dien verstande dat zijn recht om over de rechtsgrond van de zaak te oordelen onverkort blijft".

*
* *

Het spreekt vanzelf dat de splitsing van artikel 8 in twee bepalingen een vernummering van de overige artikelen moet medebrengen.

Artikel 9.

Ter wille van de duidelijkheid en de eenvoudigheid is het verkieslijk artikel 156 in zijn geheel en niet groten-deels te vervangen. Voorgesteld wordt :

"Artikel 156 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen : "Artikel 156. De procureur des Konings en zijn substituten kunnen in de uitoefening van hun ambt bij de politierechtbank bijgestaan worden door een of

.../...

meer politiecommissarissen gekozen uit de politiecommissarissen van het arrondissement of door gerechtelijke officieren of agenten bij de parketten, die door de Koning worden aangewezen".

Artikel 11.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd : "Artikel 167 van het Gerechtelijk Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld: "Een griffier-hoofd van dienst ...".

Artikel 13.

Om praktische redenen, onder meer voor een gemakkelijke raadpleging van de parlementaire voorbereiding en ter wille van de juistheid van de verwijzingen naar de artikelen 182, 183, 184 en 185, is het geraten de nummering van die artikelen onverlet te laten.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 13 van het ontwerp te schrappen en in het Gerechtelijk Wetboek een artikel 185bis in te voegen zoals hierna zal worden gedaan.

Artikel 14.

Voorgesteld wordt :

"In deel II, eerste boek, titel IV, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk III "Bepaling geldend voor de hoofdstukken I en II", bevattende artikel 185bis, ingevoegd.

"Artikel 185bis. Buiten de ...

...".

.../...

Voorgesteld wordt, de bevoegdheid tot het oprichten van de bijzondere graden (eerste lid van de nieuwe bepaling) aan de Koning en niet aan de Minister van Justitie op te dragen.

Artikel 15.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 206 van hetzelfde Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld :

"Kandidaat-rechters in sociale zaken en kandidaat-rechters in handelszaken die het bewijs van hun kennis ... en uit twee taalprofessoren in het universitair onderwijs".

Artikel 25.

Voorgesteld wordt, artikel 517 te vervangen in plaats van het met een tweede lid aan te vullen. De woorden "wegens bloed- of aanverwantschap" die misschien verwarring kunnen stichten, zouden in de voorgestelde tekst niet meer voorkomen. Wel zou ook melding worden gemaakt van de echtgenoot.

Derhalve wordt voorgesteld :

"Artikel 517 van hetzelfde Wetboek wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 517. De gerechtsdeurwaarder is verplicht zijn ambt uit te oefenen telkens als hij erom wordt verzocht en voor ieder die erom verzoekt. Hij mag echter niet optreden voor zijn echtgenoot, noch voor zijn bloed- of aanverwanten in de rechte lijn, noch voor die van zijn echtgenoot, noch voor zijn bloed- en aanverwanten in de zijlijn, tot in de vierde graad".

Op te merken valt dat deze tekst niet voorziet in het geval van de adoptie.

.../...

Artikel 29.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"In artikel 614 van hetzelfde Wetboek worden het 2° en het 3° door de volgende bepalingen vervangen : "...".

Artikel 37.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 1565 van hetzelfde Wetboek wordt met het volgende lid aangevuld : "...".

Artikel 38.

Talrijke koninklijke besluiten voorzien in de samenvoeging van gemeenten, hetgeen zijn terugslag zal hebben op het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek dat de gebiedsomschrijving en de zetel van hoven en rechtbanken bepaalt.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, zullen de wijzigingen die het gevolg zijn van die samenvoegingen, worden aangebracht door de wetten tot bekrachtiging van eerderbedeelde samenvoegingsbesluiten.

Artikelen 41, 42 en 43.

De wijzigingen in artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 zouden in een logische volgorde moeten worden aangebracht : eerst artikel 4, dan artikel 28 en ten slotte artikel 56.

.../...

Artikel 49.

In de Franse tekst vervange men de woorden "le chiffre" door "le nombre".

Artikel 51.

De inleidende volzin zou als volgt moeten worden gelezen :

"In de overgangsbepalingen van artikel 4 van dezelfde wet wordt een artikel 36ter ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 36ter. Voor de ...".

Artikel 54.

Voorgesteld wordt :

"Hoofdstuk V van de wet van 4 september 1908 op de inbeslagneming en het opbod bij vrijwillige vervreemding van de zee- en binnenschepen alsmede op de bevoegdheid inzake van zee- en binnenvaart, wordt opgeheven".

Artikel 55.

Voorgesteld wordt, de inleidende volzin als volgt te lezen :

"Artikel 43, § 5, achtste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt met de volgende bepaling aangevuld : "Artikel 23 is eveneens ...".

.../...

Artikel 56.

Voorgesteld wordt, de inleidende volzin als volgt te lezen :

"Artikel 46, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1963, wordt door de volgende bepaling vervangen : "Vijf rechters ...".

Artikel 57.

Voorgesteld wordt :

"Artikel 51 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 15 februari 1961, wordt opgeheven".

Artikel 58.

In de inleidende volzin vervange men de woorden "van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken" door "van dezelfde wet".

Artikel 59.

Voorgesteld wordt :

"In artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "strafzaken" wordt vervangen door de woorden "burgerlijke zaken";
- 2° het 1° wordt door de volgende bepaling vervangen :
"1° de voorzieningstermijn ..." ;
- 3° in het 2° wordt het woord "vrije" geschrapt ;
- 4° in het 3° worden ...".

Artikel 60.

Voorgesteld wordt :

"In artikel 26 van het koninklijk besluit nr. 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het woord "strafzaken" wordt vervangen door de woorden "burgerlijke zaken" ;
- 2° het 1° wordt door de volgende bepaling vervangen : ...
- 3° in het 2° wordt het woord "vrije" geschrapt ;
- 4° in het 3° worden ...".

Artikel 62.

Opdat er geen onderbreking zij, zou artikel 78, § 2, van artikel 3 van de wet van 10 oktober 1967 in werking moeten worden gesteld uiterlijk de dag waarop de onderhavige ontwerp-wet in werking treedt.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : G. VAN BUNNEN,
M. de Heren :

conseiller d'Etat,
staatsraad,

président,
voorzitter,

M. J. MASQUELIN,
Madame :
Mevrouw : G. CISELET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs : R. PIRSON,
M. de Heren :
F. RIGAUX,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. H. ROUSSEAU, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. H. ROUSSEAU, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) M. JACQUEMIJN.

(s) G. VAN BUNNEN.